

l'Autriche et de l'Europe occidentale ; les tarifs fixés par le souverain seul, aussi bien du côté hongrois que du côté autrichien, étaient calculés de façon à assurer aux commerçants de Vienne le rôle de fournisseurs privilégiés, d'intermédiaires obligés de la Hongrie. Ce système qui appauvissait et affaiblissait le pays avait naturellement la faveur des ennemis de la Constitution, absolutistes et bureaucrates. L'idée première, cependant, en était presque juste : l'impôt supplémentaire dont il frappait la Hongrie faisait contrepoids au traitement de faveur dont elle jouissait par le chiffre assez bas de la contribution et la franchise d'impôt direct des nobles. Ainsi se découvrait aux yeux des patriotes soucieux de l'avenir de la nation l'enchaînement logique et nécessaire des réformes. Pour que la Hongrie exerçât dans la monarchie l'influence politique qu'ils revendiquaient pour elle, il fallait qu'elle devint économiquement plus forte ; mais un essor économique ne pouvait résulter que d'une entière transformation sociale et constitutionnelle. Tant que subsisterait dans toute sa rigueur l'ancienne hiérarchie des ordres et le privilège exclusif des nobles, tant que l'influence des comitats s'exercerait seule à la Diète, et que les villes, centres de l'industrie et du commerce, seraient sacrifiées, tant que les paysans, soumis à la sujétion héréditaire, seraient maintenus en dehors de tout droit, et par suite à l'écart de tout progrès, il ne fallait espérer aucune amélioration. Les idées nouvelles de justice, d'égalité, de dignité humaine exerçaient leur action dans le même sens. La prudence politique, enfin, commandait de se défier d'un soulèvement des paysans, que l'absolutisme, comme il avait menacé de le faire en 1790, pouvait organiser et exploiter contre les nobles. Même les patriotes qui restaient le plus attachés au privilège de la noblesse, parce qu'ils y voyaient la vraie garantie de la Constitution, qu'il entraînerait tout entière dans sa ruine, ouvrant ainsi la porte à l'absolutisme, à la dénationalisation, à la germanisation, même ceux-là se convainquaient de plus en plus qu'il était impossible de ne pas étendre ce privilège à d'autres classes, de ne pas recevoir successivement derrière les remparts de la Constitution un grand nombre de ceux qu'ils n'abritaient pas encore. Peu d'hommes, au fond, voyaient les conséquences dernières de ces réformes partielles, la transformation profonde qu'elles impliquaient pour la Hongrie historique ¹.

Lentement, par étapes, presque inconsciemment, ces réformes

1. Marczali, *A leguj. kor. t.*, 346-8.